

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD-2008-0391

du 29 juillet 2008

**portant prescriptions complémentaires applicables à la Société SITA CENTRE EST
et concernant l'installation de stockage de déchets située sur la commune de VENOUSE
au lieu dit « La Pièce de l'Étang »**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » ;
- VU l'arrêté ministériel en date du 09 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU l'arrêté préfectoral D1-78-9-292 en date du 06 septembre 1978 autorisant les Etablissements GENET ORDURES SERVICE à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères et déchets industriels à VENOUSE ;
- VU l'arrêté préfectoral D1-81-695 en date du 18 août 1981 rejetant la demande d'autorisation d'exploiter une décharge contrôlée de déchets industriels par la Société GENET ORDURES SERVICE à VENOUSE au lieu dit « La Pièce de l'Étang » et portant prescriptions complémentaires applicables à la décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le même lieu dit ;
- VU l'arrêté préfectoral D1-82-1074 en date du 05 janvier 1983 instituant un règlement d'admission des déchets industriels non toxiques sur le site de la décharge contrôlée exploitée à VENOUSE par la Société GENET ORDURES SERVICE ;
- VU l'arrêté préfectoral D1-B5-84-622 en date du 19 décembre 1984 portant prescriptions complémentaires applicables à la Société GENET ORDURES SERVICE pour son exploitation située à VENOUSE aux lieux dits « La Pièce de l'Étang » et « La Part aux Prêtres » ;
- VU l'arrêté préfectoral DCLD-B1-1994-123 en date du 05 juillet 1994 portant prescriptions complémentaires applicables à la Société ECOSPACE pour l'exploitation du centre d'enfouissement technique situé à VENOUSE au lieu dit « La Pièce de l'Étang » ;
- VU le récépissé de mutation de l'autorisation d'exploiter délivré le 19 juin 1986 à la Société SIMAT ;

- VU le récépissé de mutation de l'autorisation d'exploiter délivré le 26 janvier 1993 à la Société ECOSPACE suite au changement de raison sociale de la Société SIMAT ;
- VU le récépissé de mutation de l'autorisation d'exploiter délivré le 08 avril 2002 à la Société SITA CENTRE EST ;
- VU le dossier de mise en conformité, à l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié, établi par le Cabinet GEOMETRA Conseil en mai 1998 et communiqué par l'exploitant ;
- VU le dossier préalable au dossier de cessation d'activité du CET de VENOUSE établi par le cabinet GEOMETRA Conseil en juillet 1999 et communiqué par l'exploitant ;
- VU le courrier de l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 06 janvier 2004
- VU le mémoire sur l'état du site établi en mai 2005 par le Cabinet CADET INTERNATIONAL et communiqué à l'inspection des installations classées par l'exploitant le 27 juillet 2005 ;
- VU la fiche de conclusion de visite d'inspection en date du 30 mars 2006 établie suite à la d'inspection du 27 mars 2006 et ses documents annexes ;
- VU les éléments fournis par courrier de l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 30 mai 2006 et le plan topographique du site du 10 mai 2006 annexé à ce courrier ;
- VU le rapport d'étude établi par le Cabinet CADET INTERNATIONAL en juillet 2006 et communiqué par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courrier du 11 août 2006 ;
- VU le courrier de l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 14 septembre 2006 ;
- VU les éléments nouveaux d'appréciation fournis par l'exploitant le 07 mars 2008 ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 avril 2008 ;
- VU l'avis du CODERST dans sa session en date du 17 juin 2008 ;

CONSIDERANT la nécessité de fixer les conditions de suivi post exploitation du site en référence à l'article 51 de l'arrêté du 09 septembre 1997 susvisé.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

Article 1^{er}

La Société SITA, dont le siège social est situé 5 rue de la Goulette BP 68 21850 APOLLINAIRE, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté complémentaire dans le cadre du suivi post exploitation de l'installation de stockage de déchets sise sur le territoire de la commune de VENOUSE au lieu dit « La Pièce de l'Etang ».

Article 2 : Actes administratifs abrogés

Sont abrogés les actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral D1-81-695 du 18 août 1981
- l'arrêté préfectoral D1-82-1074 du 05 janvier 1983
- l'arrêté préfectoral D1-B5-84-622 du 19 décembre 1984
- l'arrêté préfectoral DCLD-B1-1994-123 du 05 juillet 1994

Article 3 : Prescriptions modifiées

Sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté les dispositions édictées aux articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral D1-78-9-292 en date du 06 septembre 1978.

Article 4 : Situation administrative

L'installation visée à l'article 1 est en suivi post exploitation depuis le 01 janvier 2000, date à laquelle n'ont plus été admis de déchets sur le site, et jusqu'au 01 janvier 2030.

La parcelle section C n° 465 n'a jamais été exploitée.

Article 5 : Situation géographique

L'installation est sise sur la parcelle section D n° 675 au lieu dit « La Pièce de l'Etang ».

L'installation couvre une superficie de 5,5 ha.

Article 6 : Aménagement du site

6.1 Information du public à l'entrée du site

A proximité immédiate de l'entrée principale du site, l'exploitant doit placer un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits, dans l'ordre suivant :

- la désignation suivante : « Installation de stockage de déchets » ;
- le numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;

- les mentions : « Accès interdit sans autorisation » et « Informations disponibles à » suivies de l'adresse de l'exploitant et du maire de la commune d'implantation.

6.2 Caractéristiques de la couverture finale du site

La couverture finale du site doit présenter les caractéristiques suivantes. Elle doit comporter du bas vers le haut :

- une couche de 60 cm d'épaisseur de matériaux argileux présentant une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s ;
- une couche de terre végétale de 20 cm d'épaisseur.
- un réseau de drains de surface visant à favoriser l'écoulement des eaux de ruissellement non impactées par des déchets vers l'extérieur du site ;

Un contrôle par sondage représentatif doit être réalisé pour s'assurer de la conformité à ces caractéristiques.

La couverture du site doit être reprise en conséquence pour satisfaire à ces conditions sous un délai de 6 mois.

Dès lors que la production de biogaz sera devenue négligeable et/ou deux années avant la fin de la période de suivi post exploitation, l'exploitant prendra toutes dispositions visant à limiter la percolation des eaux dans le massif de déchets et à maintenir une pression hydraulique inférieure à 30 cm en fonds de casiers.

6.3 Conditions de réaménagement du site

La topographie finale du site doit permettre la circulation et l'évacuation des eaux superficielles de ruissellement vers l'extérieur du site. A cet effet :

- le profil final de réaménagement du site doit présenter :
 - une pente minimale de 3 % concernant la zone 1 ;
 - une pente minimale de 5 % concernant les zones 2 et 3 ;
- et les points culminants du site s'établissent :
 - à 160 m NGF concernant la zone 1 ;
 - à 165 m NGF concernant les zones 2 et 3 ;

Toute solution alternative dont l'équivalence est démontrée est acceptable telle que la solution préconisée au dossier déposé le 07 mars 2008.

Le site doit être re-profilé, pour satisfaire à ces conditions, sous un délai de 6 mois.

Un relevé topographique doit en justifier.

La couverture finale doit être re-végétalisée autant que nécessaire.

Le site doit être maintenu en l'état notamment au cas de tassements différentiels.

Un suivi topographique bi-annuel doit en témoigner.

Les relevés topographiques sont établis à l'échelle 1/500^{ème}. Sur ces relevés les courbures topographiques sont équidistantes d'un mètre.

6.4 Clôture de l'installation

L'installation est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture d'une hauteur minimale de 2 m doit empêcher l'accès délibéré à l'installation.

Le bassin de stockage des lixiviats mentionné au point 8.2.2 et la torchère mentionnée au point 7.2 doivent être clôturés de manière spécifique.

6.5 Conditions de remise en état final du site

L'exploitant doit définir les conditions de remise en état final du site au terme de la période de suivi post exploitation.

Le dossier à constituer, et à adresser en préfecture, sous un délai de six mois, doit proposer :

- des dispositions techniques visant à limiter la percolation des eaux dans le massif de déchets et à maintenir une pression hydraulique inférieure à 30 cm en fonds de casiers ;
- et un aménagement paysager visant à insérer le site dans son environnement naturel.

Pour finaliser le réaménagement du site l'exploitant devra a minima :

- supprimer le réseau de collecte du biogaz et la torchère dès lors que la production de biogaz sera devenue négligeable et ne permettra plus à la torchère de le brûler du fait de sa trop faible affluence ;
- supprimer le réseau de collecte des lixiviats dès lors que la pression hydraulique en fonds de casiers sera stabilisée à moins de 30 cm sans pompage pendant douze mois consécutifs ;
- reboucher le bassin de stockage des lixiviats et tous les puits de collecte de lixiviats et biogaz, et supprimer toutes les clôtures au terme du suivi trentenaire.

Article 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

7.1 Conditions de captation du biogaz

Le biogaz produit par l'installation est capté par un réseau de drainage des émanations gazeuses adapté, conçu et dimensionné de façon optimale permettant son acheminement vers une installation de destruction par combustion.

Le réseau de drainage et captage de biogaz est constitué :

- de vingt trois puits verticaux (dont 15 mixtes biogaz-lixiviats) a minima ;
- d'un réseau de canalisations étanches les reliant et aboutissant à une torchère.

7.2 Conditions de rejets

La canalisation de rejets d'effluents gazeux de la torchère doit être pourvue d'un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure conformes à la norme NFX 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

7.3 Conditions de fonctionnement de la torchère

Le biogaz capté sur l'installation est brûlé dans une torchère qui doit présenter les caractéristiques suivantes :

- température de combustion optimisée par rapport à la production et aux caractéristiques du biogaz produit par l'installation ;
- capacité de traitement adaptée à la production de biogaz de l'installation ;
- fonctionnement asservi à la production de biogaz.

7.4 Suivi des installations de captage et d'élimination du biogaz

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

7.5 Valeurs limites de rejets

Les gaz émis à l'atmosphère en sortie de torchère doivent respecter la valeur limite de 150 mg/Nm³ pour le CO, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pressions (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Tout dépassement de la valeur limite de 150 mg/Nm³ pour le CO nécessite que l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et lui propose les mesures adaptées nécessaires.

7.6 Contrôle et entretien du réseau de collecte et d'élimination du biogaz

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs :

- du fonctionnement optimal et de l'étanchéité du réseau de collecte du biogaz ;
- du fonctionnement optimal de la torchère.

Article 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

8.1 Conditions de collecte des eaux de ruissellement

8.1.1 Réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement externes au site

Pour ses parties susceptibles de recevoir des eaux externes le site doit disposer de fossés extérieurs de collecte de ces eaux . L'exutoire de ces fossés doit être le rû de l'Etang.

Ces fossés sont entretenus et curés autant que nécessaire pour favoriser l'écoulement des eaux.

8.1.2. Réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement internes au site

Le fossé médian au site qui collecte les eaux internes non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets, doit être étanché par des matériaux de perméabilité suffisante et suffisamment penté pour favoriser l'écoulement de ces eaux vers l'extérieur du site.

Il est curé et entretenu autant que nécessaire pour atteindre à cet objectif.

8.2 Conditions de collecte, stockage et élimination des lixiviats

8.2.1 Modalités de collecte des lixiviats

Les lixiviats présents en fonds de casiers sont collectés par pompage de manière à respecter une hauteur de charge hydraulique maximale de 30 cm dans chaque puits de pompage.

L'exploitant doit disposer a minima pour se faire de six pompes immergées à fonctionnements automatiques et d'un réseau de canalisations aisément déplaçables qu'il positionnera de manière alternative dans les 15 puits mixtes de collecte de lixiviats suivants :

- n° 2, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 18, 20, 21, 22, 23

Un bilan de l'efficacité de ce système sera établi au bout d'un an.

Les conditions ayant présidées au pompage seront enregistrées sur un registre ouvert à cet effet (puits équipés, et pour chaque puits : hauteurs de charges hydrauliques avant et après pompage, temps de pompage et volumes pompés ...).

Au cas d'insuffisance des résultats obtenus les moyens mis en œuvre devront être complétés.

8.2.2. Modalités de stockage des lixiviats

Les lixiviats produits par l'installation sont stockés en attente d'enlèvement dans un bassin de stockage étanche équipé d'une membrane PEHD de 2 mm d'épaisseur, de capacité minimale de 500 m³ et implanté sur l'installation.

Ce bassin est équipé d'une échelle graduée permettant la lecture des volumes contenus et d'une échelle de corde ou équivalent.

Les pneumatiques usagés qui le comblent pour partie actuellement doivent être éliminés en tant que déchets dans des installations autorisées à les recevoir ou valorisés en tant que matières premières (protection de flancs de casiers par exemple dans une installation de stockage de déchets non dangereux) ou au plan énergétique suivant justificatifs à apporter sous un délai de six mois.

8.2.3 Modalités d'élimination des lixiviats

Ils sont traités dans une station d'épuration collective sous réserve que celle-ci soit apte à les recevoir et les traiter dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues de ladite station.

Les conditions suivantes doivent être réunies :

- la traçabilité de l'effluent par la station d'épuration doit être démontrée. A cet effet, une étude doit en justifier ;
- une convention doit être établie entre le producteur du déchet et l'exploitant de la station. Cette convention doit préciser :
 - ✓ le flux de lixiviats admissibles sur la station ;
 - ✓ les conditions d'approvisionnement et de livraison des lixiviats ;
 - ✓ les moyens à mettre en œuvre pour les accepter sur la station ;
 - ✓ les caractéristiques des lixiviats acceptables dans la station et les éléments constitutifs qui sont indésirables ;
 - ✓ la fréquence des analyses nécessaires et les paramètres à analyser ;
 - ✓ les clauses de refus éventuel par l'exploitant de la station.

Elle doit être adressée dès signature à l'inspection des installations classées

8.3 Modalités d'entretien et de contrôle de l'état des réseaux

8.3.1 Curage du bassin de stockage des lixiviats

Le bassin de stockage des lixiviats doit être curé à fréquence biannuelle.

Les boues de curage de ce bassin doivent être éliminées dans des filières d'élimination autorisées.

Une analyse de leur composition, effectuée avant élimination, doit permettre d'en justifier.

Une premier curage doit être effectué sous un délai de six mois.

8.3.2. Intégrité des réseaux

L'état d'intégrité de la géomembrane PEHD qui équipe le bassin de stockage des lixiviats doit être vérifiée à fréquence biannuelle par un organisme compétent.

Une dérogation au respect des 30 cm de charge hydraulique en fonds de casiers est accordée à cette occasion dès lors que les opérations de curage et de contrôle sont effectuées consécutivement.

Un premier contrôle doit être effectué sous un délai de six mois.

8.4 Réseau de contrôle des eaux souterraines et de surface

8.4.1 Le réseau de contrôle de la qualité des eaux de nappe du Barrémien supérieur est constitué des piézomètres suivants :

- PZ1 piézomètre amont implanté à l'est du site
- PZ2 piézomètre aval implanté à l'ouest du site
- PZ3 piézomètre aval implanté au nord-ouest du site

Ces piézomètres sont repérés sur le plan annexé.

Ces piézomètres doivent être fermés par couvercles cadénassés.

Le puits CORNU ne fait plus partie de ce réseau de contrôle.

8.4.2 La qualité des eaux souterraines de la nappe profonde des calcaires du Portlandien est contrôlée via le piézomètre PZ4 piézomètre aval implanté au nord-ouest du site.

8.4.3 La qualité des eaux de subsurface est contrôlée via les deux points de prélèvements suivants :

- PZ1 : piézomètre amont mentionné au point 8.4.1;
- PB situé à l'aval de l'installation dans la tranchée drainante qui la ceinture avant son point de rejet dans le ru.

8.4.4 Les points de contrôles et emplacements des piézomètres sont repérés au plan annexé.

8.4.5 Les piézomètres doivent être régulièrement nettoyés (a minima une fois tous les 5 ans) afin d'assurer leur décolmatage et faciliter leur alimentation par la nappe.

Article 9 : Modalités de suivi de l'installation

9.1 Programme d'auto surveillance

Dans le cadre du suivi post exploitation de l'installation le contenu minimum du programme d'auto surveillance de l'installation est défini aux points suivants ainsi que la fréquence des

données d'envoi des résultats d'auto surveillance à l'inspection des installations classées.

9.2 Auto surveillance des rejets atmosphériques

9.2.1 Caractéristiques du biogaz produit par l'installation

L'exploitant doit déterminer périodiquement la composition du biogaz capté sur l'installation. Les prélèvements effectués doivent être représentatifs des émissions de l'ensemble du site.

Chaque analyse doit porter sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

Les analyses doivent être réalisées conjointement avec des mesures de la pression atmosphérique.

La fréquence des analyses est semestrielle concernant les paramètres CH₄, CO₂ et O₂ et annuelle concernant les paramètres H₂O, H₂S et H₂.

9.2.2 Condition de surveillance des gaz en sortie de torchère

L'exploitant fait procéder, à ses frais, au contrôle des gaz de combustion rejetés en sortie de torchère.

Le contrôle porte sur les paramètres CO et SO₂.

La fréquence de contrôle est annuelle.

Les prélèvements sont effectués par un organisme extérieur compétent, choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'organisme chargé des analyses doit être un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

9.3 Caractéristiques des lixiviats

9.3.1 Suivi quantitatif

Une comptabilité mensuelle des lixiviats produits par l'installation doit être établie et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

A cet effet l'exploitant doit procéder à un relevé mensuel des hauteurs de charge dans chaque casier et puits de pompage ainsi que dans le bassin de stockage qui leur est affecté.

L'exploitant doit établir, sous un délai de trois mois, et tenir à jour un état quantitatif dûment justifié des lixiviats présents en fonds de casier.

Un état des stocks détenus sur le site doit ensuite être établi semestriellement.

A cet effet un bilan hydrique annuel de l'installation est établi.

L'exploitant doit communiquer à l'inspection des installations classées, sous un délai de trois mois, une proposition d'échéancier d'élimination des lixiviats présents en fonds de casiers, et produits par l'installation, dûment justifiée.

Dès lors que cette proposition est validée par l'inspection des installations classées il doit en respecter les termes.

9.3.2 Suivi qualitatif

Les lixiviats produits par l'installation doivent être analysés annuellement pendant la période de suivi post-exploitation.

Les prélèvements pour analyses doivent être représentatifs de la production mensuelle.

Les analyses doivent être effectuées suivant des méthodes normalisées. Une fois par an, ces mesures doivent être réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- résistivité pH, M.E.S.T., C.O.T., D.C.O, DBO5, N.G.L. (NTK + NO₂ + NO₃), phosphore total, phénols, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), chrome hexavalent, Cd, Pb, Hg, As, fluor et composés (en F), cyanures libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogènes (en AOX ou EOX) ;
- les PCB (les sept principaux : 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180) ;
- les HAP suivants (fluoranthène, benzo (1) fluoranthène, benzo (a) pyrène).

Sur demande argumentée de l'exploitant auprès de l'inspection des installations classées et à la lumière des résultats des premières campagnes, la fréquence et le spectre des analyses pourront être revus. Toute modification sera entérinée par un accord écrit de l'inspection des installations classées.

9.4 Surveillance des effets sur l'environnement

9.4.1 Conditions de prélèvements, d'analyses et de mesures piézométriques

Les prélèvements d'eaux et relevés piézométriques doivent être réalisés conjointement par un organisme tiers compétent.

L'exploitant doit passer, avec l'organisme choisi, une convention précisant a minima :

- la nature de l'intervention
- le nombre, l'emplacement et les caractéristiques des points de contrôle ;
- les conditions de prélèvement et d'analyses ;
- la fréquence des interventions ;
- les paramètres à mesurer ;

- les normes de référence des analyses.

La convention doit être adressée à l'inspection des installations classées dès signature. Les modalités de prélèvements, d'échantillonnages et de conditionnement des échantillons doivent être effectuées selon les règles de bonne pratique, conformément aux recommandations du fascicule de documentation AFNOR-DF-X31-615 de décembre 2000.

Les analyses doivent être effectuées, suivant des méthodes normalisées, par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement.

9.4.2 Surveillance de la nappe du Barrémien

9.4.2.1 Suivi piézométrique

Un suivi semestriel du niveau piézométrique de la nappe souterraine doit être réalisé sur l'ensemble des points de contrôle. Il doit correspondre aux périodes de basses et hautes eaux. Il doit permettre d'établir l'amplitude des variations du niveau piézométrique, la direction et le gradient d'écoulement de la nappe, au droit de la décharge, en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

9.4.2.2 Contrôle de la qualité de cette nappe

Un suivi analytique semestriel de ses eaux doit être réalisé sur les trois piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3.

Les prélèvements doivent être effectués en périodes de basses et hautes eaux.

Le suivi doit porter sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, potentiel d'oxydoréduction, oxygène dissous, NO_2^- , NO_3^- , Cl^- , SO_4^{2-} , PO_4^{3-} , K^+ , Na^+ , Ca^{2+} , Mn^{3+} , Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, hydrocarbures totaux, DCO, HAP (01 à 16), streptocoques fécaux, salmonelles.

9.4.3 Surveillance de la nappe du Portlandien

Un suivi analytique de ses eaux doit être réalisé au niveau du piézomètre PZ4.

Le suivi doit porter sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, potentiel d'oxydoréduction, oxygène dissous NO_2^- , NO_3^- , Cl^- , SO_4^{2-} , PO_4^{3-} , K^+ , Na^+ , Ca^{2+} , Mn^{3+} , Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, hydrocarbures totaux, DCO, HAP (01 à 16), streptocoques fécaux, salmonelles.

Le suivi analytique est réalisé a minima une fois tous les trois ans.

Une analyse est réalisée dès lors que le contrôle de la qualité de la nappe du Barrénien fait apparaître une dérive notable de certains paramètres.

9.4.4 Surveillance des eaux de subsurface

Un suivi analytique semestriel de ces eaux doit être effectué sur des prélèvements réalisés aux points de prélèvement identifiés PZ1 et PB à l'article 8.4.3 ci-avant.

Le suivi analytique doit porter sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, potentiel d'oxydoréduction, oxygène dissous NO_2^- , NO_3^- , Cl^- , SO_4^{2-} , PO_4^{3-} , K^+ , Na^+ , Ca^{2+} , Mn^{3+} , Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, hydrocarbures totaux, DCO, HAP (01 à 16), streptocoques fécaux, salmonelles.

9.4.5 Bilan hydrique de l'installation

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés tous les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation.

Un bilan hydrique est réalisé annuellement.

9.4.6 Rapports de contrôle et résultats d'analyses

Le mode de présentation des résultats d'analyse des eaux souterraines doit comporter les éléments nécessaires à leur évaluation et notamment doit permettre :

- pour une même date, la comparaison des résultats d'analyse dans les différents points de contrôle, en amont et en aval hydraulique du site ;
- l'analyse des tendances d'évolution dans le temps des résultats d'analyse des eaux souterraines pour chacun des points de contrôle ;
- l'interprétation des résultats d'analyse en tenant compte des conditions hydrogéologiques locales, notamment de la piézométrie et de la pluviométrie et du niveau de précision lié à la méthode analytique fournie par le laboratoire ;
- de confirmer le sens d'écoulement de la nappe.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

9.4.7 Conditions de transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Tous les rapports de contrôle et résultats d'analyse doivent être accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les éventuelles anomalies observées, puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence.

Les résultats d'analyse et rapports de contrôle doivent être communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation, en fonctionnement normal et, sans délai, au cas de dysfonctionnement relevé.

Annuellement, une synthèse des résultats de tous les contrôles et analyses doit être établie et communiquée à l'inspection des installations classées, accompagnée de tous commentaires nécessaires à leur compréhension.

Article 10 : L'exploitant peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté

Article 11 : Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de VENOUSE pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera dressé par le maire de VENOUSE et renvoyé à la préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités et du Développement Durable- Service du Développement Durable).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

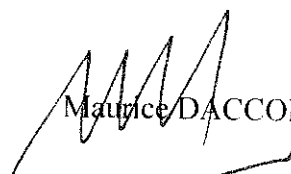
Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la Société SITA CENTRE EST, et dont une copie sera adressée :

- au maire de VENOUSE,
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, inspecteur des installations classées,
- à la directrice régionale de l'environnement
- au chef de la subdivision de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de l'Yonne
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales (inspection de la santé)
- au directeur départemental de l'équipement
- au directeur départemental du travail et de l'emploi
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ingénieur en chef du génie rural (service hydraulique)
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile

- au directeur départemental de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes
- au président du conseil général de l'Yonne
- au directeur de l'agence de l'eau Seine Normandie
- au lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne

Fait à Auxerre, le **29 JUIL. 2008**

Pour le Préfet
Le Sous Préfet,
Secrétaire général de la préfecture


Maurice DACCORD

